République Islamique de Mauritanie

Enquête de suivi de la Sécurité alimentaire des ménages

Juillet 2013

WFP
wfp.org/fr

De la nécessité d'AGIR sur le long terme

FSMS juillet 2013: FAITS SAILLANTS

A. Au mois de juillet 2013, **23,7 % des ménages mauritaniens sont en insécurité alimentaire**. Cet indicateur enregistre une baisse par rapport à son niveau record de juillet 2012 où il avait atteint 32,3 % mais reste supérieur à celui juillet 2011 (21,1 %). Un analyse de tendance faite en janvier sur la base des données historiques indiquait que les taux d'insécurité alimentaire attendus en juillet pourrait être de 22 %. Les résultats actuels confirme cette **tendance haussière** de l'insécurité alimentaire dans le pays;

B. **L'insécurité alimentaire reste plus marquée en milieu rural (28,5 %)** qu'en milieu urbain (17,4%) mais en termes d'évolution sur une année, on note que la **progression des taux urbains constatée depuis juillet 2011 se poursuit.** En un an, le taux d'insécurité alimentaire a progressé de 56 % en milieu urbain essentiellement à Nouakchott où il passe de 10,9 % à 16,9 %. L'exode rurale et la hausse des prix des produits alimentaires pourraient expliquer en partie ces progressions ;

C. Le **nombre de personnes affecté** par l'insécurité alimentaire est estimé en juillet 2013 à un peu plus de **800 000** pour l'ensemble du pays; dont plus de 190 000 personnes en insécurité alimentaire sévère et 610 000 en insécurité alimentaire modérée;

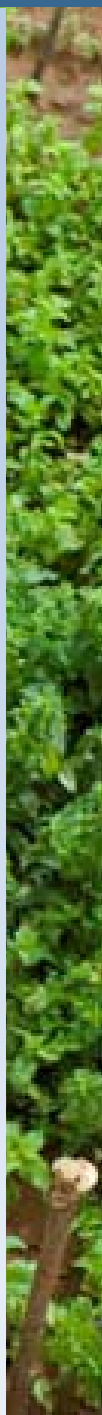
D. Les régions du **Guidimaka** (40 %), **Assaba** (37,6 %), **Tangant** (34,8 %) et **Gorgol** (31,3 %) enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Globalement**, le sud, le centre** et marginalement **l'est du pays sont les zones les plus touchées.** L'insécurité alimentaire au nord du pays s'est pratiquement stabilisée à un niveau élevé au nord du pays et ceci grâce aux interventions du Gouvernement. **Les zones de cultures pluviales et agropastorales regroupent plus de 60 % des ménages en insécurité alimentaire**;

E. Contrairement aux inquiétudes, les **zones d'accueil des réfugiés maliens enregistrent des taux d'insécurité plus faibles que par le passé** probablement à cause des bénéfices directs et indirects que les populations hôtes arrivent à tirer de la situation;

F. Ces taux d'insécurité alimentaire élevés s'expliquent par trois raisons majeures : (i) l'épuisement des stocks paysans avec la période de soudure les oblige à se tourner vers les marchés (ii) la hausse saisonnière des prix des produits locaux est accompagnée d'une hausse des prix des produits importés; (iii) La baisse du pouvoir d'achat des ménages liée à la hausse des prix et au remboursement des dettes mais aussi aux pertes de bétail de l'année passée qui réduisent leurs options de stratégies. **Certaines de ces causes sont conjoncturelles mais globalement, les problèmes d'insécurité alimentaire en Mauritanie sont soit structurels (pauvreté, dégradation de l'environnement), soit cycliques (soudure, sécheresse, invasions acridiennes…). Les solutions à mettre en place doivent donc s'inscrire dans la durée pour pouvoir inverser les tendances.**

G. Selon les résultats de l'enquête SMART (MS/UNICEF) de juillet 2013, dans **6 régions du pays, les seuils d'urgence pour la malnutrition aigüe globale (MAG) ont été atteints.** De plus, 2 autres régions en situation alerte selon la MAG ont des taux d'insécurité alimentaire dépassant 30 %. Cependant, au niveau national, la MAG est de 12,8 % en juillet 2013 contre 12 % l'année passée. La dégradation de la situation économique et alimentaire des ménages, les maladies de saison, couplées à l'absence de programme nutritionnel de prévention peuvent expliquer cette situation;

H. En plus des programmes de réponses à mettre en place ou à intensifier surtout en matière de traitement de la malnutrition et de facilitation de l'accès aux produits alimentaires, il faudra **renforcer la capacité propre des ménages à surmonter ces difficultés** par des programmes multisectoriels plus durables et la mise en place de filets sociaux de sécurité qui sont les seuls à même de sortir les populations de ce cycle de crises et de relèvements.



CONTEXTE ET OBJECTIFS

Une sortie de crise difficile

Malgré une campagne agricole jugée bonne dans l'ensemble, les taux d'insécurité alimentaire post-récoltes de décembre 2012 sont demeurés relativement élevés comparativement à une année normale. Ainsi, 16,5 % des ménages étaient en insécurité alimentaire en décembre 2012. Ces niveaux élevés d'insécurité alimentaire en période post-récolte résultent essentiellement de l'impact négatif de la crise de 2012 sur les moyens d'existence des ménages ruraux. De plus, les prix élevés des produits alimentaires importés ont réduit l'accès de tous les ménages vulnérables aussi bien urbains que ruraux.

L'enquête de décembre 2012 révèle également une situation assez dégradée au nord du pays ainsi que dans la bande frontalière au sud-est (zone de cultures pluviales) où la production agricole n'a pas été aussi bonne que dans le reste du pays.

Les importantes pertes de bétail enregistrées au cours de la crise de 2012 constituent l'un des principaux facteurs d'inquiétude soulevés par cette enquête surtout lorsque l'on sait la place centrale que la vente de bétail occupe dans la stratégie des ménages ruraux après l'épuisement des récoltes.

La poursuite du plan EMEL

Face à cette situation, le Gouvernement a décidé de poursuivre le volet sécurité alimentaire du Plan EMEL (espoir) mis en place en 2012 pour atténuer les effets négatifs de la crise de sécheresse. En particulier les boutiques EMEL qui commercialisent des produits alimentaires (blé, riz, huile, sucre) à prix subventionnés ont été maintenus. De plus, des distributions gratuites de vivres au profit des ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire ont été effectuées dans les régions du nord du pays affectées par une sécheresse persistante, dans la bande frontalière du sud-est du pays et dans une partie du « triangle de l'espoir ». Ces actions du Gouvernement ont été appuyées par la communauté humanitaire.

Une insécurité alimentaire chronique

De fait, la Mauritanie est un pays dont la production agricole est structurellement déficitaire et ne couvre annuellement qu'environ 30 % de ses besoins alimentaires. Le pays est confronté à des cycles répétés de sécheresse et à une dégradation des ressources naturelles affectant structurellement les capacités productives. Du fait de ce contexte particulier, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales et urbaines est grandement tributaire de la situation agro-pastorale et des fluctuations des prix mondiaux des produits de base.

Objectifs de l'enquête

Pour évaluer la situation de sécurité alimentaire que vivent les ménages, le CSA et le PAM ont conduit un nouveau passage de l'enquête de suivi de la sécurité alimentaire qui vise à :

- Estimer la prévalence et le nombre de ménages/personnes en insécurité alimentaire;
- Localiser les zones du pays les plus affectées par l'insécurité alimentaire;
- Comprendre les déterminants de cette insécurité alimentaire;
- Proposer les approches de réponses à mettre en place.

METHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNEES

Le système de suivi de la sécurité alimentaire de la Mauritanie

Le CSA et le PAM ont mis en place depuis 2005 un système de suivi de la sécurité alimentaire des ménages (FSMS) qui permet de mesurer deux fois par an, l'évolution de la situation socioéconomique des ménages afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur leur sécurité alimentaire. Ce système permet aussi d'alerter les décideurs sur le choix des actions à prendre dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en fournissant des informations saisonnières sur la sécurité alimentaire des populations dans le pays. Ainsi chaque année, une collecte des données est conduite au mois de juillet pour évaluer la situation des ménages durant la période de soudure et une autre au mois de décembre pour ce qui concerne la situation post-récoltes.

Echantillonnage

La présente enquête porte sur la période de soudure 2013. La collecte des données a concerné 11 strates géographiques couvrant l'ensemble du pays. Les trois wilayas du nord (Adrar, Tiris Zemmour et Inchiri) ont été regroupées en une seule strate à cause de leur faible peuplement alors que les autres wilayas du pays constituent chacune une strate. Les données ont été collectées **du 24 juin au 11 juillet** aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural de sorte que les résultats sont représentatifs de l'ensemble d'une zone d'étude donnée.

Au total 228 villages ou quartiers ont été visités dont 147 en milieu urbain et 81 en milieu rural. L'échantillon obtenu est de 3418 ménages. Dans chaque village visité, en plus du questionnaire administré aux ménages, **un questionnaire communautaire** a permis de collecter des informations sur la situation générale des ménages du village et sur les facteurs pouvant agir sur leur sécurité alimentaire.

Principaux indicateurs

Les principaux indicateurs suivis par le FSMS sont le score de consommation alimentaire, les stratégies de survies, les stocks alimentaires, la part des dépenses alimentaire dans les dépenses totales et les chocs ayant affecté la sécurité alimentaire des ménages.

Score de consommation alimentaire

Ce score évalue la fréquence et la diversité de la consommation alimentaire du ménage. Il est basé sur le décompte de groupes d'aliments fréquemment consommés au cours des 7 jours précédant la collecte des données. Chaque groupe est multiplié par un coefficient propre au groupe et qui rend compte de sa valeur nutritive. Les ménages sont classés selon le score ainsi obtenu. Plus le score d'un ménage est élevé et plus celui-ci a une alimentation fréquente et diversifiée.

PRINCIPAUX RESULTATS

Près d'un ménage sur quatre en insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire mesurée à l'aide du score de consommation alimentaire affecte 23,7 % des ménages mauritaniens en juillet 2013. Comparée à juillet 2012 où cet indicateur avait atteint 32,3 %, on note une baisse substantielle. Cependant, si on met de côté 2012 qui fut une année de crise majeure, le taux d'insécurité alimentaire de la période de soudure 2013 reste légèrement au dessus de la moyenne des 5 dernières années. En particulier on note une progression (+12 %) par rapport à juillet 2011 où 21,1 % des ménages en Mauritanie étaient alors considérés en insécurité alimentaire.

Le taux d'insécurité alimentaire de la période de soudure de cette année est quasiment identique a celui de juillet 2007. Ainsi, malgré les efforts consentis depuis 2007, la situation de sécurité alimentaire des ménages ne s'est pas améliorée essentiellement à cause du fait que les actions menées ne se sont pas inscrites dans la durée mais ont souvent été des réponses ponctuelles aux crises survenues au cours de cette période.

Régression de l'insécurité alimentaire sévère

Sur l'ensemble du pays, 5,6 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire sévère contre 18,1 % d'insécurité alimentaire modérée. Il faut rappeler que les ménages affectés par une insécurité alimentaire sévère ont une alimentaire très peu diversifiée, composée quasiment uniquement de céréales, d'huile et de sucre.

Comparativement à juillet 2012, la part de l'insécurité alimentaire sévère dans l'insécurité alimentaire globale retombe à 24 % contre 37 % l'année dernière. Les récoltes de la campagne agricole 2012/2013 qui ont été globalement bonnes ainsi que les différentes interventions humanitaires qui ont été mises en place semblent avoir eu un impact positif sur la réduction de formes les plus graves d'insécurité alimentaire.

Insécurité alimentaire: un phénomène en progression continue en milieu urbain

Les taux d'insécurité alimentaire progressent sensiblement en milieu urbain entre juillet 2012 et 2013 alors qu'ils enregistrent une baisse en milieu rural. En effet, dans les zones urbaines, le taux d'insécurité alimentaire est passé de 11,2 % en juillet 2012 à 17,4 % au mois de juillet de cette année. Rappelons qu'en juillet 2011, seuls 3,8 % des ménages urbains étaient en insécurité alimentaire.

Cette « urbanisation » de l'insécurité alimentaire est due aussi bien à l'exode rural des ménages les plus affectés par la crise de 2012, qu'à la hausse des prix des produits alimentaires de première nécessité qui affecte le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Une étude spécifique en milieu urbain pourrait permettre de mieux comprendre le phénomène.

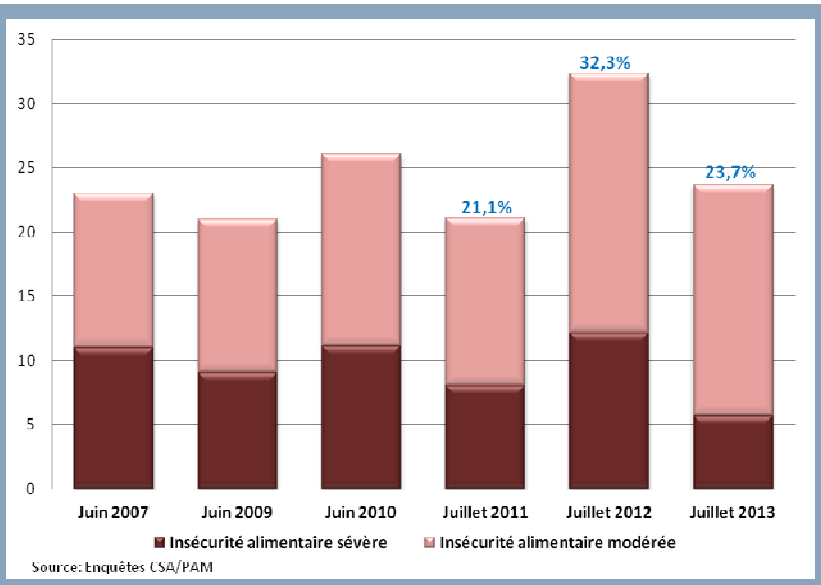
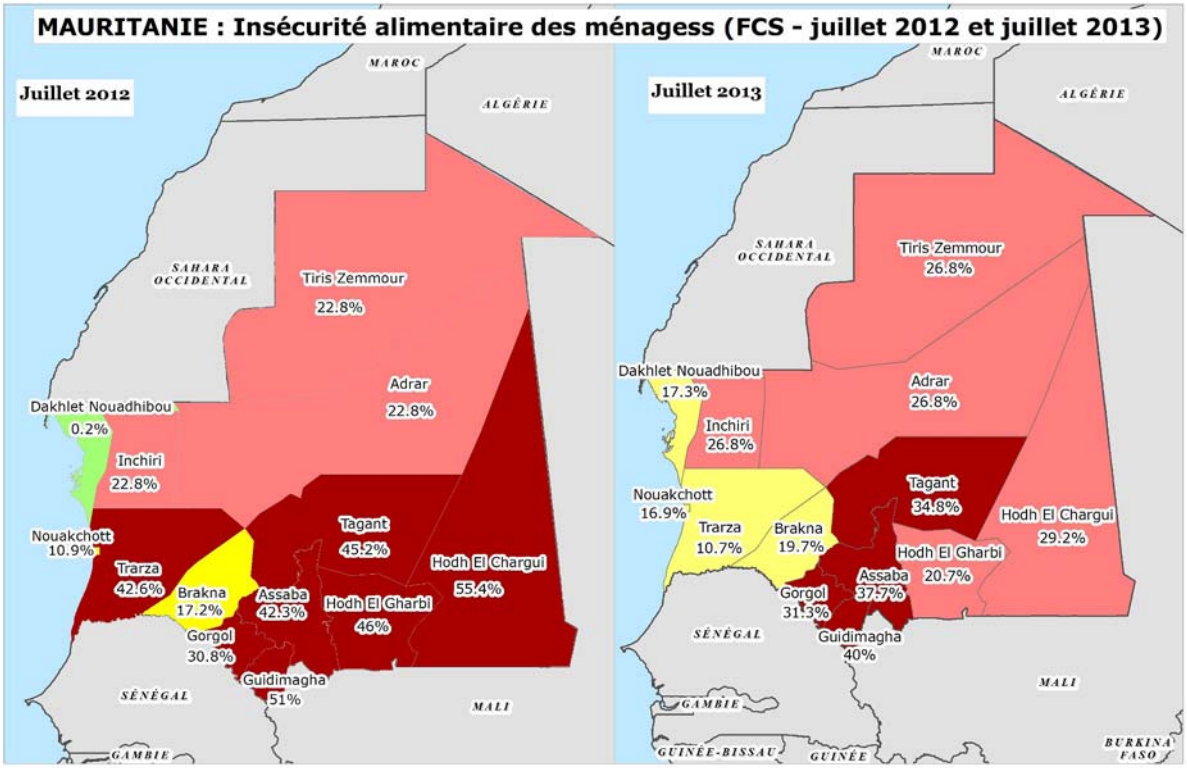


Figure 1 : Evolution du taux d'insécurité alimentaire en période de soudure



Plus de 800 000 personnes en insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire affecte plus de 800 000 personnes en Mauritanie au mois de juillet 2013 dont 190 000 souffrant d'insécurité alimentaire sévère et 612 000 d'insécurité alimentaire modérée.

Insécurité alimentaire	Effectifs[1]	%
sévère	190 000	5,6
modérée	612 000	18,1
Globale	802 000	23,7

Le nombre total de personnes affectées en milieu rural est estimé à 545 000 dont 107 000 en insécurité sévère. En milieu urbain, le nombre de personnes en insécurité alimentaire est de 256 000 avec près de 84 000 souffrant de la forme sévère.

L'insécurité alimentaire progresse dans le « triangle de l'espoir »

Les régions suivantes enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés au mois de juillet 2013: Guidimaka (40 %), l'Assaba (37,6 %), Tangant (34,8 %), Gorgol (31,3 %). L'insécurité alimentaire des ménages reste concentrée dans les zones traditionnellement vulnérables du sud et de l'est du pays mais avec une tendance à l'expansion du phénomène dans le nord et dans les zones urbaines. En effet, alors que l'insécurité alimentaire baisse dans la majorité des régions comparativement au mois de juillet 2012, elle progresse au Brakna (+17 %) et au Gorgol (+5 %) mais surtout dans les centres urbains que sont Nouakchott et Nouadhibou.

Les zones de cultures pluviales et agropastorales sont les plus affectées

Les taux d'insécurité alimentaires les plus élevés sont constatés dans les zones de « moyen d'existence » situées au nord du pays (Nomadisme pastoral, 46,7 %; Pastorale-Oasienne et Oueds—33,8 %) mais ces zones restent faiblement peuplées.

D'importants taux d'insécurité alimentaire sont également constatés dans la zone de **cultures pluviales** où elle affecte 35,6 % des ménages et dans la zone **agropastorale** (29,6 %). De plus, il faut souligner que plus de 60 % des ménages en insécurité alimentaire dans le pays résident dans ces deux zones. Les récoltes moyennes (à mauvaises) dans la bande frontalière du sud-est et les pertes de bétail chez les agropasteurs sont certaines raisons qui peuvent expliquer ces taux d'insécurité alimentaire élevés.

[1]Ces chiffres sont estimés sur la base des données pondérées. L'application des taux ménages aux effectifs de populations donne un résultat légèrement différent parce que les pourcentages concernent les ménages.

Un régime alimentaire plus diversifié que l'année dernière

Contrairement à l'année dernière où le régime alimentaire des ménages en insécurité alimentaire était très peu diversifié (uniquement des céréales, de l'huile et du sucre), le niébé, le lait et la viande en petite quantité sont réapparus cette année dans le régime alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère (ou consommation alimentaire pauvre). Néanmoins, ces ménages sont loin d'atteindre les normes de consommation journalière de 2100 Kcal par personne. Dans toutes les catégories de ménages, l'absence de consommation de fruits (y compris les dattes) et de légumes qui sont les principales sources de micronutriments constituent également un sérieux élément de préoccupation surtout pour les enfants en bas âges et les femmes enceintes et/ou allaitantes.

De nouvelles hausses de prix réduisent l'accès aux produits alimentaires

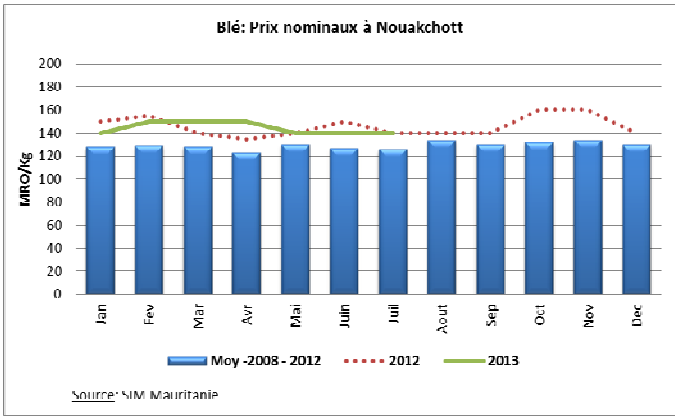
Les prix des produits alimentaires importés ont connu des hausses assez importantes au cours du premier semestre 2013 à cause de l'instauration d'une taxe (assurance) supplémentaire sur les produits importés. Le prix du lait en poudre a augmenté de près de 42 % entre février et juillet 2013 sur les marchés de Nouakchott.

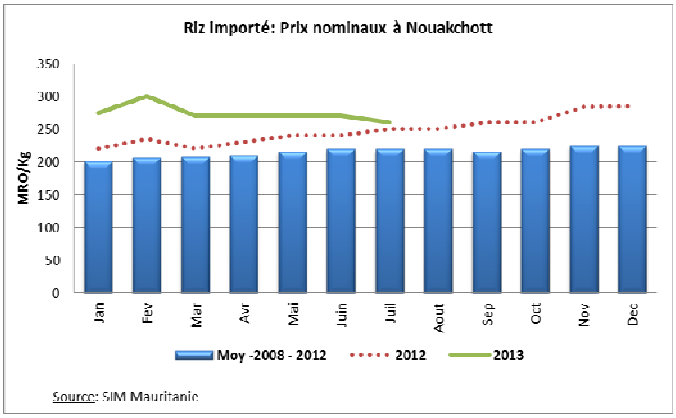
Au mois de juillet 2013, le prix du blé au détail a retrouvé à Nouakchott (principal marché d'approvisionnement du pays) son niveau de l'année dernière mais reste globalement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années de l'ordre de 10 %. Le riz brisé importé par contre a connu une forte hausse en début d'année (+45 % en février 2013 par rapport à la moyenne des 5 dernières années) qui s'est réduite à 18 % au mois de juillet 2013.
Ces différentes hausses sont amplifiées à l'intérieur du pays par les coûts de transport vers des zones éloignées et enclavées. A cela, il faut rajouter de nouvelles hausses de prix du carburant intervenues au cours du premier semestre 2013. Signalons que le prix du gasoil a progressé de 34% entre février 2011 et février 2013.

Une situation nutritionnelle en dégradation

Selon les résultats de l'enquête SMART menée par l'UNICEF et le Ministère de la Santé en juillet 2013, contrairement à la tendance baissière observée au cours des dernières années, les taux de malnutrition aigüe globale (MAG) ont dépassé le seuil de crise nutritionnelle dans les régions suivantes: Tangant, Brakna, Hodh El Garbi, Gorgol, Guidimaka et Assaba. La MAG au niveau national augmente légèrement en passant de 12 % en juillet 2012 à 12,8 % en juillet 2013.

Ces augmentations peuvent s'expliquer en partie par le fait qu'aucune activité de prévention de la malnutrition n'a pu être conduite cette année faute de financement des programmes prévus. Il convient aussi de rappeler le décalage temporel (3 à 6 mois) qui existe entre l'insécurité alimentaires et sa transformation en problèmes nutritionnels. Même si les programmes de traitement de la malnutrition en cours, arrivaient à contenir le problème, les solutions durables pour lutter contre le phénomène résident dans la prévention et le changement de comportement.





MANIFESTATIONS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE et PERSPECTIVES

Malgré d'assez bonnes disponibilités en produits locaux et importés sur les marchés, trois raisons majeures expliquent les taux d'insécurité alimentaire relativement élevés (i) **l'épuisement stocks paysans** les oblige à se tourner vers les marchés (ii) la **hausse saisonnière des prix des produits locaux** est accompagnée d'une **hausse des prix des produits importés**; (iii) **La baisse du pouvoir d'achat** des ménages liée à la hausse des prix et au remboursement des dettes de l'année passée mais aussi aux pertes de bétail de l'année passée qui réduisent leurs stratégies.

L'épuisement des stocks paysans

A cause de la faiblesse structurelle de la production agricole, surtout pour les ménages les plus pauvres en milieu rural, les récoltes n'arrivent à couvrir que les besoins d'une partie de l'année (de 3 à 6 mois en moyenne cette année selon les zones). Les taux d'insécurité alimentaire ont tendance à augmenter au cours de cette période de l'année appelée « soudure » après l'épuisement des stocks. Cette situation affecte toutes les zones de production du pays mais plus particulièrement les parties qui ont connu une campagne agricole 2012/2013 moyenne ou mauvaise. Il s'agit en particulier de la zone de culture pluviale localisée dans la bande frontalière au sud-est du pays. De ce fait, **tant qu'il y aura une période de soudure et que les ménages ne disposeront pas d'autres sources de revenus**, **les risques d'accroissement de l'insécurité alimentaire resteront élevés au cours de cette période.**

Les prix des produits alimentaires en hausse

Même si les prix du blé et du riz importé ont retrouvé leurs niveaux de juillet 2012 (déjà très élevés), l'accès à ces céréales de base reste globalement difficile pour les ménages pauvres. La situation est plus marquée dans les localités qui ne disposent pas de boutiques EMEL ou de SAVS approvisionnés dans lesquels les prix sont subventionnés. Ces ménages sont contraints de consacrer le peu de ressources financières dont ils disposent, à l'acquisition de ces produits de base. Cela rend difficile l'achat d'autres produits alimentaires pour assurer la diversité de leur consommation. Cette situation affecte aussi bien les ménages pauvres urbains que la majorité des ménages ruraux qui sont devenus avec la soudure des « acheteurs nets ». Dans le même temps, les produits alimentaires locaux connaissent une hausse saisonnière aggravée par l'approche de la période de jeûne du Ramadan laquelle se caractérise par un accroissement de la demande en produits alimentaires et une augmentation des prix.

La hausse du prix du bétail ne profite pourtant pas aux agropasteurs

Depuis le mois d'avril 2013, le prix du bétail connait une hausse importante (entre 20 et 30 % en moyenne) sur les principaux marchés du pays à cause de la combinaison de trois facteurs: (i) la baisse de l'offre suite aux pertes de bétail de l'année dernière, (ii) l'augmentation de la demande à l'approche des fêtes religieuses mais surtout à cause de la demande additionnelle en provenance du Mali (probablement de la part des militaires étrangers), (iii) l'état d'embonpoint exceptionnel des animaux cette année en période de soudure grâce à l'abondance de pâturages.

Malgré cette situation, les pasteurs et les agropasteurs qui se sont pour certains lourdement endettés l'année dernière pour sauver le bétail ont vu le nombre de têtes vendues baisser. Ainsi, tous les surplus issus de la hausse des prix du bétail sont reversés à leurs créditeurs, maintenant ainsi ces ménages dans la même situation de précarité que par le passé. Il faut rappeler que la première stratégie des ménages ruraux durant la période de soudure est la vente de bétail pour acheter la nourriture. Au mois de juillet, plusieurs ménages avaient déjà épuisé cette stratégie et se sont déjà lancés dans la recherche d'activités rémunérées dans les zones urbaines.

Cette migration saisonnière plus précoce cette année peut aussi expliquer en partie (en plus de la hausse des prix) l'augmentation continue de l'insécurité alimentaire en milieu urbain.

Retard de pluviométrie dans certaines zones

Des retards pluviométriques ont été signalés au Guidimaka, l'Assaba et le Tagant. En effet, depuis le démarrage de l'hivernage, aucune pluie « utile » n'a arrosé ces régions au mois de juillet 2013. Selon l'Office National de la Météorologie, au mois de juin, la majorité des postes suivis dans le pays seraient déficitaires. Ce retard de l'installation de la pluviométrie pourrait compromettre les projets gouvernementaux de doubler la production agricole. Cependant, il faut préciser que selon les prévisions de l'ACMAD, la Mauritanie devrait bénéficier cette année d'une pluviométrie moyenne à excédentaire.

Conclusions

La campagne agricole 2012/2013 qui a été globalement meilleure que la précédente et l'abondance du pâturage ont permis de ramener la situation de sécurité alimentaire des ménages à son niveau d'avant la crise de 2012. A cela, il faut rajouter la poursuite du volet sécurité alimentaire du plan EMEL du Gouvernement qui permet aux populations les plus vulnérables d'acquérir des produits alimentaires de premières nécessités à des prix subventionnés. Néanmoins, le présent passage de l'enquête de suivi de la sécurité alimentaire montre que plusieurs ménages ne se sont pas encore relevés de la crise de 2012 et ceci pour diverses raisons. D'une part, une partie des récoltes a servi à rembourser les dettes de l'année dernière entrainant un épuisement précoce des réserves céréalières familiales. D'autre part, les ménages ont de plus en plus de mal à se tourner vers les marchés à cause des pertes de bétail de l'année dernière qui réduisent l'offre mais aussi à cause de la hausse des prix des produits alimentaires dont les niveaux restent comparables à ceux de 2010 (année de hausse de prix).

Par conséquent, les taux d'insécurité alimentaires sont au-dessus des normales de saison (près de 24 % pour l'ensemble du pays) et sont très préoccupantes dans certaines régions du sud et du centre du pays. D'importantes progressions de cet indicateur sont à noter en zones urbaines également alors que la situation du nord du pays tarde à se résorber.

Recommandations pour le Gouvernement et ses partenaires :

L'importance de la poursuite des programmes de réponses actuels basés sur le traitement de la malnutrition et la facilitation de l'accès aux aliments de première nécessité ne se discute pas. Cependant cette enquête montre une fois de plus que les programmes ponctuels de réponse ne permettront pas de sortir durablement le pays des cycles de crises alimentaires. Des actions multisectorielles plus durables prenant en compte les points suivants seront nécessaires pour remédier à la situation.

A. **Mettre l'accent sur les programmes de prévention de la malnutrition aigüe sans pour autant négliger les aspects de prise en charge des cas actuels;**

B. **Intensifier les programmes de facilitation de l'accès aux produits alimentaires car ils semblent porter leurs fruits dans les zones où ils existent. Il faut de ce fait poursuivre et étendre les programmes d'assistance comme les SAVS, les boutiques EMEL et pour les ménages sans ressources financières poursuivre les programmes de distributions monétaires ou de vivres;**

C. **Renforcer la production agricole traditionnelle et l'élevage par la mise en place d'infrastructures productives comme les forages, digues, diguettes, bassins de rétention d'eau… mais aussi par le changement des modes de production (semences améliorées, mécanisation ou culture attelée, formation des producteurs, stockages de la production, transformation…);**

D. **Renforcer la capacité des populations à faire face par leurs propres moyens aux chocs avant qu'ils ne se transforment en crise. Ceci nécessite la mise en place d'un ensemble d'actions concertées et multisectorielles permettant de renforcer la résilience des populations surtout les plus pauvres.**

Pour toute information complémentaire contacter:

CSA: Moulaye Saïd Ould Baba Aïnina,
Directeur de OSA/CSA
Moulaye72@gmail.com

PAM : Christine Van Nieuwenhuyse
Directrice a.i
christine.vannieuwenhuyse@wfp.org